Hirsch.

Interview du 10 novembre 1983

Q. Depuis quand vous êtes-vous intéressé à l'Europe ? Cela vient-il de votre expérience professionnelle ?

R. Je ne me suis centré sur le problème de l'Europe qu'après la guerre, après avoir rencontré Monnet. Mais j'avais quand même une certaine tendance dès l'enfance. Ça m'est resté, et je crois que c'est pour ça que je me suis donné énormément de mal pour quelque chose qui ne marche pas, qui est l'Université européenne, et que j'ai orienté l'Université européenne qui s'est faite en fonction d'un article du Traité d'Euratom, non pas dan le sens scientifique, mais dans le sens des sciences humaines et notamment de l'histoire, pour éviter que les gens aient des conflits qui peuvent conduire à la guerre.

Q. Le sort de l'Europe ne vous préoccupait pas, pendant la guerre, à pa cette brève conversation à Alger avec Monnet en 1943 ?

R. Pendant la guerre, ma préoccupation majeure, c'était la destruction l'Allemagne et des Allemands. Je ne m'en cache pas.

Q. C'était aussi l'option de Frenay, mais dans le même moment il glissa déjà en disant : "Qu'est-ce qu'on fait après ? Faisons autre chose".

R. Avant guerre, j'avais été tout à fait en faveur de la politique de Briand, et hostile à la politique de l'occupation de la Ruhr et de la politique de Poincaré. Je considérais que c'était une politique dangereus On en a vu les résultats. Mais je ne poussais pas ça jusqu'à une concepti de l'Europe.

Q. Comment avez-vous vécu ce passage de l'industrie à la réflexion poli tique ou à l'action politique ? Vous êtes un homme d'entreprise et presqu homme de production !

R. Au départ, j'étais un homme de recherche. J'ai été d'abord dans un laboratoire de recherche, et ma vocation, c'était de faire de la recherche. On ne se découvre pas homme d'entreprise . Puis, petit à petit j'ai été pris dans la mécanique de l'industrie.

Ce sont les circonstances qui m'ont conduit à m'écarter de la recherche, sans l'abandonner d'ailleurs complètement. C'est probablement une des raisons qui m'ont poussé à accepter d'aller à l'Euratom. Enfant, j'étais passionné par la chimie, à un tel point que, dans la cuisine de mes parents, au quatrième étage, je fabriquais du chlore, et que, n'arrivant pas à arrêter la fabrication du chlore, j'ai mis un tuyau par la fenêtre, qui a empoisonné toutes les cuisines qui se trouvaient superposées.

Je dois dire que, probablement, c'est 1940 qui m'a poussé à glisser vers la politique. Je m'étais intéressé à la politique quand j'étais à l'Ecole des Mines. Un de mes camarades qui avait fait la guerre, qui était plus ancien que moi et qui avait sur moi une grande influence, m'a conduit à participer au Groupe des Etudiants socialistes. C'était un groupe où il y avait surtout des Normaliens, des élèves des grandes Ecoles et je m'étais intéressé à la politique. J'avais même fait un exposé dans ce cadre-là sur "Réformisme et Révolution". Vous voyez par conséquent quelle était mon orientation. J'étais "Réformiste", et j'essayais de démontrer qu'à travers la logomachie révolutionnaire, le réformisme c'était au fond la seule chose solide.

L'homme qui avait le plus d'influence, à cette époque-là, sur ce groupe, c'était Marcel Déat. Marcel Déat était agrégé de philosophie, il avait fait toute la guerre dans l'infanterie, il en était sorti capitaine. Pour nous autres, c'était impressionnant. Et quand on avait une discussion, c'était finalement Déat qui avait le dernier mot. Je dois dire que pour moi il n'était pas convaincant parce que son argumentation était toujours très philosophique. Il avait tendance à nous dire que, ou bien le problème était mal posé, ou bien que c'était un faux problème. Il esquivait un peu trop le débat. Mais à l'époque, ce n'était pas le Déat de 1939 ! Il avait été certainement choqué par son expérience de quatre ans de guerre dans l'infanterie. Il ne voulait pas revoir ça. L'erreur, c'est que la direction qu'il a choisie n'était pas la bonne. Mais on pouvait comprendre que les gens ayant cette expérience se disent : "Tout, mais pas ça !".

Q. C'est l'homme de la phrase célèbre "Mourir pour Dantzig?" qui a fait basculer une partie de la droite française ?

R. Il a influencé une partie des socialistes, mais pas la droite. Elle disait déjà : "Plutôt Hitler que Staline"; c'était autre chose, ce n'était pas l'attitude de Déat.

Q. En tout cas, il s'est retrouvé à droite.

R. Déat, dirais-je, ce serait plutôt l'équivalent des Allemands qui disent : "Plutôt rouge que mort". Alors c'était: "Plutôt Nazi que mort".

Quand je suis sorti de l'Ecole, je me suis inscrit dans une section du parti socialiste. Au bout d'un mois je suis parti parce qu'ils s'intéressaient uniquement à des problèmes sordides d'élection personnelle. Je m'intéressais à des problèmes sociaux; j'ai eu des relations à la CGT, j'ai fait une conférence sur des problèmes de salaires, mais sans m'occuper du tout de la politique proprement dite. Au moment de la débâcle, comme je me suis trouvé à Londres, dans un état qu'on peut imaginer, je me suis dit : "Mais ce n'est pas possible, il faut s'occuper de la question politique, on ne peut pas laisser ça aux autres, on a des responsabilités.

Q. Comment participez-vous, à Londres et à Alger, au débat politique ?

R. A Londres, nous avions des réunions. Il y avait un certain nombre de gens qui s'intéressaient à la France, et bien entendu à l'Europe, et nous avons eu des groupes de travail auxquels j'ai participé. Il y avait notamment un groupe de travail présidé par Félix Gouin, qui avait été un des défenseurs de Léon Blum, et ce groupe s'occupait des questions institutionnelles. J'ai participé très activement aux travaux de ce groupe. Il y avait un autre groupe sur les Droits de l'Homme, et c'est notamment ce groupe qui a proposé à de Gaulle - qui a fini par accepter - l'Assemblée provisoire qui s'est réunie à Alger et dont Gouin était président. C'est le résultat des travaux de ce groupe qui a fonctionné à Londres en 1942/43.

Q. André Philip était là ?

R. Non, non, André Philip n'a pas participé à ce groupe. J'avais des rapports avec André Philip, j'avais connu André Philip au groupe des étudiants socialistes, en 1920, dont il faisait partie : il y avait Léo Lagrange, Jean Prévost aussi. C'était un groupe de qualité.

Quand j'ai commencé ma carrière de chercheur, d'ingénieur dans l'industrie, je ne me suis pas occupé de politique. J'ai recommencé à Londres.

Q. Mais toujours dans un cercle français. Pourquoi n'y-a-t-il pas eu plus de contacts, plus d'échanges entre les gens ?

R. A Londres, il y en a eu. J'ai rencontré en particulier les Ambassadeurs de Tchécoslovaquie, des Belges, et puis, bien sûr, des Anglais. Nous avons eu un groupe auquel j'ai participé, qui s'occupait des problèmes de l'industrie, de la reconstruction et de voir ce qu'il faudrait faire au moment de la libération de la France. On a organisé, à ce moment là, en particulier pour les besoins de transport, un groupe en collaboration avec les Anglais. Mais ça n'était pas du tout sur le plan politique.

Q. Pourquoi êtes-vous allé à Alger ? Vous vous occupiez de l'armement à Londres, Monnet s'en occupait à Alger, et vous dites que vous vous êtes rencontrés presque par coïncidence.

R. Je ne connaissais pas du tout Monnet. De Gaulle a quitté Londres en mai ou en juin. A ce moment-là le centre d'activités de la France Libre s'est déplacé à Alger. Il était normal que j'aille à Alger. De sorte que j'ai été transféré à Alger. On m'a laissé un de mes anciens collaborateurs pour suivre les questions qu'il fallait continuer à suivre à Londres. Alors pourquoi ai-je trouvé Monnet ? C'est parce que, à Londres, je connaissais Pierre Denis - vous savez qui est Pierre Denis ? Pierre Denis a été à la Société des Nations avec Monnet. C'était un géographe. Il s'est occupé avec Monnet de l'affaire Kreuger. Et il se retrouva à Londres en 1940, assistant Monnet dans ses fonctions.

Alors, quand je suis parti pour Alger, il m'a dit : "Le principal personnage qu'il faut voir tout de suite, c'est Monnet." Alors, c'est comme ça que je suis allé trouver Monnet dont j'ignorais l'existence. Je ne savais pas du tout ce qu'il était.

Q. Vous étiez parti de Londres à Alger pour continuer vos fonctions d'organisation des armements de la France libre. Pierre Denis était trésorier de la France libre à l'époque.

R. J'ai un livre de lui, un petit roman, sur le thème de la "maîtrise de la pluie", avec les conséquences que ça avait dans les relations entr pays voisins, lorsqu'on barbotait l'eau du voisin. Il a écrit un petit livre de Mémoires aussi. C'était un homme vraiment extraordinaire.

Q. A Alger, vous avez peut-être connu M. Javel ?

R. Il était militaire. Il était, comme militaire, chauffeur de Monnet. Il m'a servi très souvent de chauffeur. Il était entrepreneur dans le civil.

Il m'était arrivé avec lui la chose suivante : j'étais chez René Mayer, et Monnet m'avait dit : "Revenez me voir, je vous enverrai ma voiture". Alors arrive chez René Mayer un gars en tenue militaire, en short et blouson anglais. Je lui demande : "C'est vous le chauffeur de M. Monnet ?". Il me dit : "Non, je suis Henri Frenay".

Q. A l'époque déjà, Frenay essayait de "vendre" ses idées européennes, de les propager. Est-ce qu'il a essayé de vous convaincre, vous aussi ?

R. Je n'ai jamais eu d'entretien avec Frenay sur l'Europe.

Q. Vous voulez dire "à cette époque-là", mais, après la guerre, oui. Vous l'avez bien connu ensuite ?

R. Moi, je n'ai retrouvé Frenay qu'après avoir quitté l'Euratom. Je ne l'ai pas vu entre temps. Je lui ai succédé comme président du Mouvement Fédéraliste Européen, et c'est comme ça que je l'ai retrouvé.

Mais ces courants s'ignoraient. Les gens ne s'en rendent absolument pas compte: j'ignorais le Mouvement Européen. Je n'ai fait en réalité sa connaissance qu'après avoir quitté l'Euratom. Ça n'avait eu aucun impact sur l'activité de Monnet, je les ignorais totalement.

Q. C'est même d'ailleurs fascinant à quel point des courants parallèles peuvent s'ignorer aussi complètement.

R. Absolument. Il est naturel qu'il y ait des mouvements, parce que les circonstances sont telles qu'on affronte les mêmes problèmes. Alors, dire qu'ils n'ont pas d'influence l'un sur l'autre ... Ils sont une influence probable sur l'opinion publique. Il est fort possible que l'opinion publique accepte plus facilement par exemple le Plan Schuman parce qu'il y a eu le Mouvement Européen. Mais le Mouvement Européen n'a pas eu d'influence sur l'attitude de Monnet.

Q. Lors de votre rencontre avec Monnet, l' "accrochage" a été immédiat ?

R. Nous avions les mêmes réactions.

Q. Sur de Gaulle par exemple ? Quand vous êtes arrivé à Alger, après vous être baigné, à Londres, dans l'atmosphère de Gaulle, quels étaient déjà vos rapports avec les chefs de la Résistance ?

. / .

R. Mon opinion sur de Gaulle a évolué. Vous imaginez dans quel état d'esprit on arrive, après avoir entendu l'Appel du 18 juin ! J'avais entendu l'Appel du 18 juin, c'est pour ça que je suis allé à Londres.

Q. Dans quelles circonstances l'avez vous entendu ?

R. J'étais en affectation spéciale dans l'industrie chimique et je m'occupais des fournitures pour le Service des Poudres et, au moment de l'arrivée des Allemands sur Paris, tout l'Etat-major de ma Société était à Paimboeuf. On se trouvait là - parce qu'il y avait une usine - et on était dans l'incapacité de communiquer avec qui que ce soit. Tout ce qu'on pouvait faire, c'était d'écouter la radio. Alors, j'ai entendu le discours de Pétain. J'étais anéanti. Je ne pouvais pas m'imaginer qu'une chose pareille arrive. C'était stupide de ma part, mais c'était comme ça : j'étais anéanti !

Après ça, j'entends l'appel de de Gaulle. Alors j'ai dit : "Il faut y aller".

Q. Où avez-vous entendu l'appel ?

R. Dans mon bureau à l'usine. J'étais là avec ma femme et mes quatre enfants. Je me suis dit : "Je vais partir, je ne peux pas faire autrement"

Q. Comment avez-vous rejoint Londres ?

R. Je suis parti avec le Directeur de l'usine, avec un de mes beaux-frères qui, par hasard, se trouvait dans le voisinage après avoir eu d'autres aventures, et puis un ingénieur de nationalité britannique qui était Sud-Africain. C'était fort utile pour nous. Nous avons pris la voiture de l'usine, et de Paimboeuf, on a fait la côte, de port en port, jusqu'à ce qu'on trouve un endroit où il y avait un bateau. A La Palice, il y avait un bateau charbonnier qu'on venait de vider et qui retournait en Angleterre. Le capitaine ne voulait pas nous prendre si nous n'avions pas un visa de sortie. Alors nous trois, Français, nous avons été à la Préfecture de La Rochelle, pour tâcher d'avoir un visa de sortie. Quand nous avons vu la tête que faisaient les gens, nous avons filé immédiatemen Nous nous sommes dit : "On va nous mettre en tôle !". Alors nous sommes retournés au bateau où entre temps notre ami britannique avait plaidé notr

cause auprès du capitaine qui nous a admis sur le bateau. C'est comme ça q je me suis embarqué .. sans ma famille. C'était un coup de folie, avec le recul !

On est sorti de ce charbonnier comme des mineurs sortent de la mine. Quatre jours de navigation pour arriver jusqu'en Angleterre. En tourniquant parce qu'il y avait des sous-marins et des avions.

Q. Vos rapports avec de Gaulle ont été bons ?

R. Je n'avais pas énormément de rapports avec de Gaulle. Quand je suis parti, je ne savais pas où était de Gaulle. Il s'agissait de le trouver. Alors, j'ai été à l'Ambassade de France : pas question de me dire où était de Gaulle, parce que, pour eux, c'était un traître ! On m'a mis à la porte. J'ai fini par trouver la Mission d'Armement, où il y avait encore René Mayer. René Mayer m'a indiqué où se trouvait de Gaulle. Lui s'apprêtait d'ailleurs à rentrer en France. J'ai trouvé de Gaulle à Saint Stevens House, au bord de la Tamise, dans une espèce de bâtiment désaffecté, abandonné par une Société en faillite. Je ne sais pas au juste quelle était l'origine de ce bâtiment où il n'y avait pratiquement personne. Il y avait son officier d'ordonnance qui était de Courcel. J'ai demandé à voir de Gaulle; il m'a répondu: "Il est très occupé". J'ai attendu, puis j'ai constaté que personne ne venait. J'ai été retrouver de Courcel en lui disant : "Ecoutez, je suis venu de France parce que j'ai entendu l'appel. Je n'ai pas l'impression que le Général soit si occupé, depuis une heure que je suis là, il n'est venu personne !". Alors j'ai été introduit - j'ét avec l'un de mes collègues - : de Gaulle nous a fait le discours qui étai si vous voulez un développement de ce qu'il avait dit à la radio. Pour nou autres, désespérés, c'était merveilleux, extraordinaire, c'était le ciel d'entendre ces paroles.

Après ça, j'ai été en général en désaccord avec son attitude vis-à-vis des Anglais. Cette façon de se retirer à la campagne dès qu'il lui arrivai quelque chose qui ne lui convenait pas, je trouvais ça un peu choquant : i y avait autre chose à faire pour gagner la guerre que de se disputer avec les Anglais sur des broutilles ... Enfin, c'était son tempérament !

Un 14 juillet, - je crois que c'était en 1942 - il y avait une grande cérémonie à l'Albert Hall avec les Français, les amis des Français.. c'était quelque chose pour de Gaulle qui a été acclamé comme vous vous imaginez ! C'était le Messie. Et à la sortie, je l'ai entendu dire à quelqu'un : "Ce sera autre chose au Vél d'Hiv.". J'ai pensé : "Là il y a quand même une ambition inquiétante".

Q. Il y a beaucoup de choses quand même qu'il faudra retenir sur les origines intellectuelles et morales.

R. En ce qui concerne l'Allemagne, il y a une une affaire, quand j'étai enfant, qui m'a frappé. C'est l'histoire du Meunier de Sans-Souci. Vous connaissez l'histoire du Meunier de Sans-Souci . Dans les lectures qu'on a quand on a 10 ans, 12 ans, il y a l'histoire du Meunier de Sans-Souci. Frédéric le Grand voulait construire son Palais à Sans-Souci, et puis il y a un petit lot qu'il ne pouvait pas acquérir parce que le meunier refusait de le vendre. Alors il lui dit : "Tu vois, je suis le Roi, je suis plus puissant que toi, comment peux-tu résister ?" et alors l'autre lui a répondu : "Il y a des juges à Berlin". Ca m'est resté depuis l'âge de dix ans : la loi, la justice .. la justice qui s'oppose à la force.

Il y a une autre chose qui m'a frappé: en 1940, avec tout cet afflux d'étrangers qui sont arrivés sans contrôle, il y a eu une période d'affolement , de sorte qu'on a arrêté beaucoup de gens. Et il y a eu un procès en habeas corpus, où on a attaqué le ministre de la Justice qui était Sir John Simon ; il s'est présenté devant le tribunal et il a été admonesté par le juge qui a dit : "A quoi servirait-il de gagner la guerre si nous perdions la liberté ". C'est une des raisons pour lesquelles j'ai toujours été en faveur de la participation des Anglais aux Communautés.

Q. Encore que leur refus de participer au Plan Schuman ne vous a absolument pas pris de court ?

R. Monnet, lui, n'a pas été surpris; moi, je ne peux pas dire que je savais. Mais leur attitude était compréhensible, parce qu'ils étaient dans une situation tellement différente de la nôtre. Ils nous ont expliqu "Vous, vous avez été occupés, vous avez été vaincus, pas nous".

Q. Vous aviez eu une expérience déjà, un peu décevante, négative même, en 1949, que vous avez racontée.

R. Il y a eu cette expérience négative avec Plowden.

Mais, ce qui est amusant, je ne sais pas si vous le savez, ça, au moment où de Gaulle s'est opposé à l'entrée des Anglais, on m'a demandé de faire un article sur l'Angleterre et le Marché Commun, enfin les Communautés Européennes, pour "Les Cahiers de la République", la revue de Mendès France. Alors, j'ai écrit un article là-dessus où je racontais l'histoire des réunions faites avec les Anglais. Là-dessus j'ai eu un coup de téléphone de Mendès France qui me dit : "Ce n'est pas vrai, Monnet s'est toujours opposé à l'entrée des Anglais". Il n'a pas voulu croire en ma parole.

Q. Il n'avait aucune information là-dessus, mais pour lui, c'était un dogme.

R. On a dit que Monnet avait tout fait pour empêcher l'adhésion des Anglais.

Q. C'est effrayant cette absence de communication entre deux hommes si importants !

R. Eh oui ! J'ai donné l'explication à Monnet, telle que je la pense. Il n'a jamais été convaincu. Quand Mendès France a été nommé ministre de l'Economie en 1945, il avait l'intention de faire le Plan. Il y avait une Direction du Plan qui n'a rigoureusement rien fait. Alors, là-dessus Monnet est arrivé et on a fait le Plan. Je crois que Mendès n'a jamais pardonné ça à Monnet, et ça s'est retrouvé dans toutes les circonstances.

Q. Il était intolérant aux "enfants" des autres. Il ne pouvait pas accepter que quelque chose se fît sans lui ...

R. Il était méfiant. J'admire les qualités de Mendès, son courage etc.. mais il avait quelque chose qui faisait que ça ne collait pas . Quand j'étais à Londres, président de la Commission des Approvisionnements, on manquait de papier, de papier-journal. C'était très ennuyeux politiquement

pour le gouvernement parce que la presse prétendait que c'était la politique du gouvernement qui les privait de papier, qui les empêchait de fair leur métier. De sorte qu'ils étaient attaqués très violemment par la presse. Alors Mendès m'a demandé d'obtenir des Anglais du papier-journal. En Angleterre, au lieu d'avoir les journaux que vous connaissez, ils avaient des journaux d'une seule feuille . Alors quand je leur ai demandé du papier, ils se sont moqués de moi en disant : "Eh bien, regardez, nous n'en avons pas pour nous-mêmes, ce n'est pas possible !". Alors j'ai répondu ça à Mendès qui m'a dit : "Je ne vous crois pas". Cette façon de vous dire : "Je ne vous crois pas" !

Q. Oui, oui. C'est comme l'histoire des billets de banque. Ensuite, il y avait le soupçon. Il ne faut pas exagérer le "drame historique" que Monnet et Mendès ne se soient pas tout à fait compris; ça a pu avoir une influence ..

R. Je me demande si cela n'a pas eu une influence catastrophique sur l'armée européenne ?

Q. Ca aurait pu être un beau tandem !

R. Nous en souffrons encore, c'est tragique ; Je considère qu'actuellement, le drame des Communautés, c'est de ne rien avoir dans le domaine militaire .

Q. Je me demande si son malentendu avec de Gaulle n'a pas été plus pernicieux qu'avec Mendès ?

R. Non, non, l'affaire de la CED, à mon sens, a été un tournant épouvantable. Pensez qu'à ce moment-là, si on s'était engagé dans l'armée européenne, il y avait en même temps la Commission ad hoc qui préparait un traité d'union politique. C'était un autre monde, c'était l'Europe, tandis qu'actuellement on est en panne depuis cette époque-là.